

La lutte du STTP pour de bons emplois et de meilleurs services

Les membres du STTP ont voté massivement en faveur de la grève

Pour diffusion immédiate

Le 11 septembre 2018

OTTAWA – Les membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) – unité de l'exploitation postale urbaine et unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) – ont voté massivement en faveur de la grève.

Du 7 août au 9 septembre, des assemblées ont eu lieu partout au pays, et, selon les résultats provisoires, 93,8 % des membres de l'unité urbaine, et 95,9 % des membres de l'unité des FFRS ont donné leur appui au comité de négociation, et se disent prêts à faire la grève, si elle s'avère nécessaire. Les résultats définitifs vérifiés pourraient varier légèrement. Dès le 26 septembre, le Syndicat sera en position légale de grève si les parties n'arrivent pas à conclure d'entente d'ici.

« Ces dix dernières années, les conditions de travail des membres se sont détériorées, et ils sont nombreux à subir une surcharge de travail, ce qui leur laisse bien peu de temps à consacrer à leur famille », a déclaré Mike Palecek, président national du STTP. « La situation a assez duré. Les membres se sont exprimés : les problèmes graves en milieu de travail doivent absolument être réglés. »

De plus, il est temps de renouveler le service postal public par la diversification des services, dont la création d'une banque postale, la livraison de commandes d'épicerie et l'écologisation du parc de véhicules de la société d'État et de ses immeubles. « Le Syndicat négocie aussi pour l'avenir, c'est-à-dire les futurs employés et tous ceux et celles qui comptent sur les services de Postes Canada », a affirmé M. Palecek. La diversification des services favorisera la prospérité des collectivités, et c'est pourquoi nous en avons fait un enjeu crucial des négociations, a-t-il ajouté.

La ronde de négociations en cours est à la fois difficile et complexe. Le comité de négociation s'emploie à résoudre les nouveaux problèmes découlant de la nature changeante du travail, y compris la hausse incessante des volumes de colis, qui alourdit de beaucoup la charge de travail des membres. Il tente aussi de corriger d'autres problèmes qui remontent aux rondes de négociation précédentes, tout en exigeant l'égalité pour les FFRS.

Le processus d'examen de l'équité salariale tire à sa fin. Son objectif premier est de redresser les salaires et les avantages sociaux des FFRS. Toutefois, pour que ceux-ci soient vraiment traités sur un pied d'égalité, il faut, entre autres, qu'ils soient rémunérés pour toutes les heures travaillées et qu'ils bénéficient de la sécurité d'emploi.

Le 7 septembre, après des mois de négociation, Postes Canada a présenté des offres globales. C'était la première fois depuis le début des négociations qu'elle présentait une position sur les enjeux. Et ses offres « ne sont tout simplement pas suffisantes », a déclaré M. Palecek.

« Le comité de négociation va continuer de travailler avec Postes Canada pour en arriver à une entente équitable pour tous ces travailleurs et travailleuses. Il n'est pas question de se contenter de moins, a-t-il ajouté. Les membres nous ont donné un mandat clair d'exercer des moyens de pression si, à la table de négociation, Postes Canada refuse d'apporter les modifications qui permettront aux travailleurs et travailleuses de bénéficier de conditions de travail équitables, et à la population de bénéficier de services diversifiés. »